



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : **G. DEHERME**



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *La Dépopulation française.*
PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : **0 fr. 25**

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'**Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

*Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Etranger, 6 fr.*

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : **A. GALLOIS**

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour

La Coopération des Idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE (14^e ANNÉE)

Paraissant le 1^{er} et le 16 de chaque mois

Directeur : G. DEHERME.

Abonnement annuel : 4 francs pour la France. — 6 francs pour l'Étranger.

Le N^o : 0 fr. 25. — Spécimen gratuit sur demande.

(BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, PARIS)

La Coopération des Idées est dirigée par son fondateur M. Georges Deherme. Elle a suscité les Universités populaires. De toutes manières, par la pensée comme par l'action, elle tend à former des volontés sociales. Pas de nécessité plus urgente. Jamais les esprits n'ont été aussi confus, affolés d'indécision, aigris d'un sectarisme sans foi; et, malgré les présomptions et les outrecuidances, jamais ils ne furent plus ignorants de la vie sociale et de l'action humaine qui seule importe.

Son attitude ne couvre aucune ambition qui n'ose s'avouer. Elle fait sienne, avec une absolue sincérité, ces sages paroles d'Auguste Comte : « A l'orageuse discussion des droits, nous substituons la paisible détermination des devoirs. Les vains débats sur la possession du pouvoir sont remplacés par l'examen des règles relatives à son sage exercice. »

Mais la difficulté est grande de se faire entendre bien dans la Babel électorale et démagogique qui est devenue la France. *La Coopération des Idées* tâche de la surmonter à force de précision, de clarté et de méthode. Elle n'est donc ni sectaire, ni pédante. Elle s'efforce d'être vivante. Est-elle aimable, attrayante ? — Elle s'en tient d'abord à ce qui est utile et grave. Elle ne compose pas avec les mensonges du monde et les vilénies du régime.

Dans des articles de fond sont étudiées les questions les plus pressantes du moment et de toujours ; dans une « revue des opinions, des faits et des idées », dans des notes documentées, on vise à découvrir les sophismes et à dissiper les nuages dont les ignorances prolixes et les sciences rétrécies obsèdent et embrument la conscience française ; on examine aussi, du point de vue impartial d'ordre et de progrès, les accès les plus inquiétants de la fièvre politicienne qui consume la société française ; enfin, dans une chronique bibliographique, qui n'a d'équivalent aujourd'hui dans aucune publication, on étudie sérieusement les « livres qui font penser », et par là le lecteur peut suivre le mouvement intellectuel français, en dégagant de l'encombrement idéologique quelques notions claires, quelques principes régulateurs et quelques idées directrices.

La collection de *la Coopération des Idées* constitue donc un recueil documenté

et vivant qui trouvera sa place dans toutes les bonnes bibliothèques et qu'on aura toujours plaisir et profit à consulter. Pour un prix des plus modiques — 4 FRANCS — elle forme annuellement deux beaux volumes, in-8 carré, de 384 pages chacun.

Pour s'abonner, envoyer simplement un mandat-carte de 4 francs à M. G. DEHERME, directeur, à La Seyne (Var) ou à M. BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, Paris.

Quelques-uns des articles parus dans *la Coopération des Idées en 1908-1909* :

De M. G. DEHERME : Considérations présentes sur la guillotine. — Les fonctionnaires. — Le dernier romantique. — Antimilitarisme d'État. — La solidarité européenne. — Des devoirs. — Les prolétaires. — Les syndicats ouvriers. — Le syndicalisme. — Pessimisme. — Louis Rossel. — La copartnership. — Le rôle de l'école et de l'Université dans l'œuvre d'éducation démocratique. — Pourriture sociale. — Sur la « crise » du parlementarisme. — Aller au peuple. — Une définition de l'individualisme. — Réponse à une enquête sur la monarchie et la classe ouvrière. — Frédéric Nietzsche ou Auguste Comte. — De l'anarchie à l'ordre. — Sur l'établissement d'une dictature. — L'idée de démocratie. — A propos des fonctionnaires coloniaux. — Pour la coopération sociale du catholicisme et du positivisme. — Sur le socialisme. — L'Université populaire. — La valeur éducative du socialisme. — La tâche. — La peine de mort. — Une bonne loi. — L'opération nécessaire. — Auguste Comte et son œuvre : le positivisme. — Maurice Barrès, éducateur social, etc...

De M. EDMOND THIAUDIÈRE : Du pilori au piédestal. — La Cité terrestre. — Cris d'alarme en Italie. — Sur l'établissement d'une dictature, etc.

De M. HENRI MAZEL : Le bon gouvernement. — Psychothérapie politique. — Le banditisme. — L'esprit de caste. — La crise du parlementarisme, etc.

De M. PAUL GUÉRIOT : Le Salon des poètes. — Jésus-Christ et M. Pataud. — L'Afrique occidentale française. — Le déclenchement. — Une réponse, etc.

D'autres articles de MM. SAINT-ALBAN, docteur G. AUDIFFRENT, G. PERSIGOUT, G. BOURLIER, JEAN MARC BERNARD, F. GILLIER, L. MOMENHEIM, A. BAUMANN, H.-L. FOLLIN, LÉON BOLLACK, etc.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait la demande ou dont l'adresse nous est transmise.

Nous serons reconnaissants à qui nous fera parvenir des listes d'adresses.



La Coopération des idées

La dépopulation française ⁽¹⁾

D'après l'ouvrage de M. Émile Levasseur, *la Population française*, on peut estimer la densité de la population française par kilomètre carré ainsi : en Gaule barbare, 12 à 13 habitants; en Gaule sous Antonin, 16; sous Charlemagne, 15 à 18; en 1328, 36 à 41; en 1581, 36; en 1700, 40; en 1715, 34; en 1770, 46,3; en 1789, 49,2; en 1801, 50,9; en 1851, 65,8; en 1872, 68,2; en 1896, 72,8; en 1909, 74,3.

La gradation de ces chiffres peut faire illusion. Il leur faut un commentaire.

D'abord, considérons le développement économique correspondant. Celui-ci est bien plus rapide. On s'étonnera alors qu'en près de six cents ans, de 1328 à 1909, la densité de la population française n'ait pu que doubler. L'Allemagne n'y a mis que soixante ans. Si, en outre, l'on compare notre pays avec les pays qui l'entourent et qui ne la dépassent point en civilisation, on remarque combien la densité de la France (74) est inférieure à celle de l'Italie (110), de l'Allemagne (116), du Royaume-Uni (127) des Pays-Bas (154) et de la Belgique (240).

(1) Voir nos 44, 45 et 46 : « La loi de Malthus » ; « La surpopulation » ; « Le néo-malthusisme ».

L'accroissement si lent de notre population ne provient que de la diminution de la mortalité et de l'immigration. Nous gardons même nos infirmes, nos malingres, nos malades, nos enfants et nos vieillards, nos vicieux, nos faibles d'esprit et nos criminels.

Au dix-huitième siècle, la natalité était de 36 à 41 naissances par 100 habitants ; aujourd'hui, elle atteint péniblement 21. Avec 12 millions d'habitants en plus, nous avons annuellement 200.000 naissances en moins qu'en 1780.

Sans doute, la France a connu déjà des périodes de dépopulation, par exemple sous Charlemagne, au milieu du quatorzième siècle et à la fin du règne de Louis XIV. « Les textes connus du neuvième siècle, nous dit M. E. Levasseur, loin d'autoriser l'opinion que les familles étaient nombreuses dans la Gaule carlovingienne sont de nature à nous faire croire plutôt le contraire. » Et parlant de son temps, au début de la guerre de Cent ans, Pétrarque écrivait : « L'on ne croira pas qu'il y eut un temps où l'univers a été presque entièrement dépeuplé, les villes sans citoyens, les campagnes incultes et couvertes de cadavres. »

Mais cette dépopulation était accidentelle. Elle tenait à des causes brutales : la famine, la guerre, le brigandage, les épidémies. Dès que ces causes disparaissaient, le pays se repeuplait rapidement. La race n'en était que mieux épurée, plus vigoureuse, plus intelligente et plus énergique. La volonté de vivre n'était pas atteinte.

Aujourd'hui, il en est tout autrement. Notre dépopulation est due à une maladie sociale très grave, — et mortelle si notre insouciance, notre égotisme et notre anarchie générale la prolongent trop longtemps.

L'accroissement continu — mais faible et bien inférieur à celui des autres pays — de la population française signifie donc que la dépopulation a d'abord été sourdement qualitative.

Depuis un siècle et demi, la natalité française décroît. Dans les vingt dernières années, elle a été même au-dessous de la mortalité : de 38.000 en 1890, de 10.000 en 1891, de 20.000 en 1893, de 18.000 en 1895, de 26.000 en 1900, de 20.000 en 1907, enfin ce déficit sera de 30.000 au moins en 1909. Cela ne s'était jamais produit qu'après un excès de mortalité, non par insuffisance de naissances, à la suite d'une épidémie ou d'une guerre meurtrière : en 1854 (69.000), en 1855 (35.000), en 1870 (103.000), en 1871 (444.000).

Notre dépopulation n'est donc plus seulement relative et qualitative, elle est absolue et quantitative. Ce n'est plus seulement le renoncement, l'abrutissement, c'est le suicide.

Mais il est encore des Français qui veulent vivre, — par leurs traditions et pour leurs possibilités. C'est ceux-là qu'il faut instruire.

Enfantin et Michelet assignaient à la France le rôle de « Christ des nations » et de « nation martyre ». Malheureusement, les crucifiés ne ressuscitent plus. La France ne vaudra pour l'humanité que si elle est d'abord vivante, saine et forte. Et son histoire proclame qu'elle peut valoir beaucoup.

Elle est une catégorie de l'Humanité nécessaire. Un ramas de Germains, de Saxons et de Slaves, puis de Jaunes et de Noirs n'y suppléerait point. Au reste, tout un passé de gloire biffé, un énorme capital spirituel englouti, un caractère humain dénaturé, avili, aboli, ce sont là des puissances en moins. L'Huma-

nité en serait appauvrie, affaiblie, diminuée, — et de sa plus exquise floraison, et du meilleur de son âme.

Longtemps, le suicide de l'individu fut considéré, non sans raison, comme un crime contre la société, pour l'exemple décourageant qu'il donne, sans doute, comme pour le capital social qu'il anéantit. Avec son admirable sens social, l'Église si indulgente pour les fautes réparables, se refuse ici à toute miséricorde. De même, le suicide d'une nation est un crime contre l'Humanité ; car cette nation ne s'est pas faite toute seule. Tout ce qu'il y a eu de beau, de grand, d'héroïque dans les peuples anciens a concouru à la former. Ce qu'elle a reçu ainsi, elle en est comptable envers l'Humanité.

Comme nous avons pris la haine du passé qui nous rappelle nos grandeurs et ce à quoi elles nous obligent, nous nous refusons à envisager l'avenir qui nous indique nos devoirs présents. D'ailleurs, on élabore de captieuses théories pour déguiser cette stupidité et cette lâcheté. Mais le savoir n'a pas d'autre fin que de prévoir pour nous permettre de pourvoir congrument.

D'après ce qui est, présentement, nous pouvons établir ce qui sera dans un siècle, demain, si nous ne secouons notre mortelle torpeur, si nous ne réagissons contre tous les ferments de décomposition que l'individualisme métaphysique et révolutionnaire a fait surgir, si enfin nous ne réinstaurons pas les conditions d'ordre et de progrès qui sont l'élément vital de toute société.

Et voici ce qui est.

Par périodes décennales, le coefficient de natalité par 1.000 habitants baisse continuellement :

1770-1780	38	1851-1860	26,7
1801-1810	32,5	1861-1870	26,4
1811-1820	31,6	1871-1880	24,5
1821-1830	30,8	1881-1890	23,8
1831-1840	28,9	1891-1900	22,1
1841-1850	27,4	1901-1908	20,9

En 1909, il ne dépassera guère 19 et restera au-dessous du coefficient de mortalité.

De 1825 à 1875, les naissances n'ont diminué que de 500 par an ; de 1876 à 1900, de 4.000 par an ; enfin de 1900 à 1907, de 12.000 par an.

On voit comme la chute s'accélère. Et il n'y a pas d'arrêt.

Il y a environ 11 millions de familles françaises. Le sixième, soit 1.800.000 n'ont pas d'enfants ; le quart, soit 2.900.000 n'en ont qu'un ; un autre quart, soit 2.600.000 en ont deux ; le cinquième seulement, soit 2.200.000 en ont plus de trois. La moyenne est de deux enfants par famille. Soixante départements ont régulièrement plus de décès que de naissances.

Sans doute, on constate aussi un fléchissement chez tous les peuples européens ; mais il a commencé beaucoup plus tard qu'en France, il est bien moins rapide, et il a plutôt tendance à se ralentir encore.

Ainsi, entre les périodes de 1877-1879 et 1904-1906, le coefficient de natalité a passé : de 44 à 36,3 en Hongrie ; de 39,3 à 34 en Allemagne ; de 38,8 à 34,8 en Autriche ; de 37 à 32,3 en Italie, de 36,4 à 30,9 en Hollande ; de 35,4 à 27,4 en Angleterre ; enfin de 31,8 à 26,3 en Belgique.

Mais pour tous ces pays, hormis l'Angleterre et la Belgique surpeuplées, contrairement à ce qui se pro-

duit en France, la mortalité diminue plus vite que la natalité. Il en résulte que l'excédent de naissances sur les décès s'accroît toujours, tandis que nous en somme au honteux déficit.

De 1876-1880 à 1906, les excédents de naissances sur les décès pour 1.000 habitants ont passé :

Pour la Hongrie, de.	7,7	à	41,2
— l'Allemagne, de	13,1	à	14,9
— l'Autriche, de.	8,2	à	12,3
— l'Italie, de.	7,5	à	11,1
— la Hollande, de. :	13,5	à	15,6
— l'Angleterre, de.	14,5	à	12,1
— la Belgique, de.	10,2	à	9,2
— la France, de.	2,9	à	0,7

Au début du siècle, la France était au deuxième rang pour le chiffre de sa population : elle a reculé au cinquième. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre l'ont dépassée. Bientôt, ce sera l'Italie. Cette année encore, il y aura 800.000 Allemands, 500.000 Anglais, 400.000 Autrichiens, 350.000 Italiens en plus, et 30.000 à 40.000 Français en moins.

Depuis 1870, les territoires n'ont pas changé, et les populations des principaux États européens se sont accrues ainsi, en millions :

Allemagne, de.	40,8	à	64	soit	23,2
Angleterre.	32		41,9		9,9
Autriche-Hongrie	37,5		45,4		7,9
Italie.	26,6		32,5		5,9

La population russe aurait passé de 73 à 129 millions, soit un énorme accroissement de 56 millions. Dans vingt ans, il y aura deux Allemands pour un Français.

En totalisant les populations des principales puissances européennes, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Au-

triche, et depuis son unification l'Italie, M. Levasseur a trouvé que l'élément français comptait pour 38 p. 100 sous Louis XIV, 25 p. 100 à la veille de la Révolution, 21 p. 100 après Waterloo, 15 p. 100 en 1872, 12 p. 100 vingt ans après. Maintenant, c'est à peine 11 p. 100. Dans trente ans, ce sera 7 p. 100.

Aujourd'hui, l'Allemagne a une armée active de 634.000 hommes bien choisis, vigoureux, et la France ne peut recruter que 602.000 soldats, en s'imposant des charges écrasantes, en prenant dans le tas misérable des malingres, des infirmes, des tuberculeux, des apaches. Nos effectifs n'en devront pas moins se réduire de 50.000 hommes tous les quinze ans, alors que les effectifs des nations rivales ne cesseront de grossir. Il est question d'avoir recours à nos protégés noirs, — et c'est bien là le pire expédient qui se puisse imaginer. Mais nous en sommes à préférer tout à l'effort. Nous en sommes au point où Rome fit appel aux Barbares.

En attendant, c'est l'indiscipline et la mutinerie, la propagation de toutes les contagions physiques et morales. Qui dira les ravages que peuvent faire par contamination un tuberculeux et un souteneur dans une chambrée ! Il en résulte que la mortalité, par exemple, est bien plus élevée dans l'armée française que dans l'armée allemande, — et malgré toutes les précautions, les crèmes au chocolat, les conférences civiques et la tapageuse sollicitude de la « fée barbue », et tous les bluffs.

♦♦

A grandes phrases pompeuses, et pour mieux nous exciter à la guerre civile dont ils vivent, des prophètes suspects nous annoncent la pacification universelle.

Cependant le Japon s'arme, amasse son trésor de guerre, la Chine s'instruit, toute la formidable masse des jaunes est en effervescence. Mais pour que la menace se précise, il faut encore quelques années. Cela semble lointain. Or voici qui est plus proche pour des Français : l'Allemagne en est à 64 millions d'habitants, et son sol, d'après l'estimation de M. Vacher de Lapouge, n'en peut nourrir que 50 millions. Sa population s'est pourtant accrue de 910.000 unités en 1906, à peu près autant en 1907, en 1908. Tout ce qu'il y a de vrai dans Malthus est là, et c'est contre la pratique malthusienne, à tout le moins tant que l'anarchie spirituelle laissera l'Europe sans police, sans conscience et sans direction.

L'Allemand Rommel, dans son livre, *le Pays de la revanche*, le dit avec la grâce prussienne : « Le terrain compris entre les Vosges et les Pyrénées n'est pas précisément fait pour que les 38 millions de Français y végètent sans s'accroître, alors que 100 millions d'Allemands y pourraient si parfaitement vivre et prospérer selon la loi divine. » Et encore : « La politique de races est impitoyable. Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande, alléchés par les ressources et la fertilité de la France, viendront facilement à bout du fils unique de la famille française. Quand une nation grossissante en coudoie une plus clairsemée, qui, par suite, forme centre de dépression, il se forme un courant d'air, vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté. »

Il y a les congrès de la paix, la Cour d'arbitrage de La Haye, la diplomatie. On nous console de notre stérilité en nous assurant que notre alliance avec les

Slaves très féconds rétablit l'équilibre. Équilibre instable, sécurité précaire. Une génération qui joue ainsi le passé et l'avenir de l'être collectif dont elle n'est qu'un moment est insensée ou criminelle. La patrie, l'effort des siècles, les possibilités ne sauraient dépendre de la sottise et de la fourberie des diplomates.

Quelque chance qu'on se ménage, quelque mirifique martingale dont on ait le secret, au jeu, il est infailible qu'on perde un jour. Et ici, on engage plus que tout ce qui ne se peut rattraper.

Supposons même qu'à force de concessions, de patience, — voire de lâchetés, — nous évitions indéfiniment un dénouement sanglant : la France n'en disparaîtra pas moins. Les peuples voisins déborderont sur elle et la submergeront. Peu à peu, la race sera absorbée. Le sol restera, le nom peut-être ; mais le sang, l'esprit, l'âme ne seront plus.

J'ai parlé déjà de la dépopulation qualitative. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet. Sans doute, pour l'absurde suffrage universel, la brute alcoolique, le dégénéré valent l'individu sain et robuste ; mais la société tient compte des valeurs. M. Vacher de Lapouge, entre autres, a indiqué les graves altérations anthropologiques, provenant en majeure partie d'une sélection à rebours, qui se sont produites depuis deux ou trois siècles. Il y a là, peut-être, l'explication de bien des choses : par exemple, l'odieuse tyrannie de la crapule radicale, par la bassesse, la ruse vile, la sottise, et que jamais le Franc n'eût pu exercer ni subir si longtemps.

Cependant l'Allemagne s'emploie à ruiner notre industrie et notre commerce. Elle inonde le monde de sa vilaine pacotille. De 1891 à 1907, son commerce extérieur a passé de 9 milliards à plus de 19 ; celui de

la France de 8 à 11 seulement. Nous sommes au quatrième rang. La prolifique Hollande nous le dispute et va nous l'enlever.

Cela n'est pas sans importance. Notre commerce extérieur ne se développe pas plus que notre population. Ce sont nos négociants, nos industriels, nos ouvriers qui en pâtissent, — et davantage que s'il s'agissait de 0 fr. 50 de salaire en plus ou en moins. Le produit français, par le goût qu'il formait, l'art qu'il enseignait, la loyauté qu'il manifestait, faisait l'éducation du monde. Peu à peu, il élevait les peuples arriérés à la civilisation, il les affinait, les spiritualisait. Cela n'est pas indifférent, j'imagine, que ce soit la hideuse camelote et la falsification allemandes qui supplantent l'article français.

Alors qu'il y a plus de 4 millions d'Allemands au dehors, qui sont pour la plupart des prospecteurs, des commis-voyageurs, il n'y a pas 500 000 Français. Les peuples nous oublient. Ils ne connaissent plus que les comptoirs allemands et anglais, — même dans nos propres colonies.

En 1851, il y avait en France 378.500 étrangers, soit 10,58 pour 1.000 Français. En 1886, déjà, il y en avait plus d'un million, soit 30 p. 100. — sans compter les métèques. Dans un demi-siècle, il y aura autant d'étrangers et de métèques que d'aborigènes.

Si pourtant, depuis vingt ans, le mouvement d'immigration semble ne pas se développer sensiblement, c'est qu'un régime d'irresponsabilité est toujours de mensonge. Nos maîtres ne se soucient que de dissimuler. Chaque degré de notre chute se marque par un expédient parlementaire. De même qu'on se prépare à incorporer les nègres dans notre armée qui fond, on a promulgué la loi du 26 juin 1889, qui impose la

qualité de Français à certaines catégories d'étrangers résidant en France depuis un certain temps, sans remplir les charges militaires. On pousse de plus en plus à la naturalisation. Ainsi, durant quelque dix ans, on a maintenu les chiffres dans les statistiques officielles, par là on a facilité l'injustifiable propagande néo-malthusienne ; on a habilement masqué notre dégringolade. Nous n'en avons que mieux dégringolé. Le mot « Français » n'a pas créé la chose, car il y faut des siècles. Au surplus, les immigrés, et surtout ceux qui se laissent naturaliser, ne sont pas l'élite des autres pays. C'est pourquoi aussi, avec la quantité, la qualité s'abaisse toujours.

M. Émile Macquart et, dans les *Documents du progrès*, M. le docteur Félix Regnault, proposent sérieusement de systématiser cet expédient de politicien sans scrupules en favorisant l'infiltration étrangère. M. Remy de Gourmont, qui décidément gâche une belle intelligence par plaisir du paradoxe, va jusqu'à écrire dans le *Mercur de France* : « L'invasion ne ferait peut-être pas tant de mal que cela à la France. Ce n'est qu'un moment à passer. Il faut que les races se renouvellent. » Dans le *Journal des Économistes*, on soutint aussi, et gravement, cette thèse sophistique que l'immigration est tout profit pour un peuple puisqu'elle lui fournit gratuitement des producteurs adultes. On cite, à ce propos, les États-Unis, dont l'activité intense, la prospérité seraient dues à l'immigration. Mais les Yankees eux-mêmes n'en sont pas bien persuadés, puisqu'ils s'efforcent maintenant, autant qu'il leur est possible, d'enrayer l'immigration.

En quelques mois, on peut faire un trappeur, un défricheur, un pionnier ; en deux générations, on peut

faire un citoyen de Chicago : un vrai Français a mis des siècles à se former. La bonne volonté du métèque et la consécration légale n'y peuvent rien.

M. le docteur Hillemand prétend que Pierre Laffitte a démontré historiquement, « par l'exemple de Rome, de la France, de la Prusse, etc., que plus une nation est mêlée physiologiquement, plus grande est sa valeur sociologique, si l'amalgame a été rendu suffisamment consistant par la pratique d'une langue commune, d'où il suit que l'immigration d'éléments étrangers est une condition favorable à la grandeur d'un peuple, pourvu que cette immigration ne dépasse pas, par son abondance et sa soudaineté, les facultés d'incorporation et d'assimilation du peuple récepteur. »

Cette réserve s'applique à notre situation présente. Car il faut reconnaître que « les facultés d'incorporation et d'assimilation d'un peuple récepteur » sont d'autant moindres que sa civilisation est plus profonde, ses morts plus nombreux, son passé plus riche, et aussi qu'il est moins prolifique.

D'ailleurs, cette sage restriction ne corrige qu'à moitié une grossière erreur.

..

Dans son *Anthropologie*, M. Paul Topinard nous dit : « En France, où la nature est cependant si homogène et l'unité si complète, il y a des Français, mais pas de race française. On y découvre, au nord, les descendants des Belges, des Wallons et autres Kymris; à l'est, ceux des Germains et des Burgondes; à l'ouest, des Normands; au centre, des Celtes, qui, à l'époque même où leur nom pris naissance, étaient formés d'étrangers d'origines diverses et d'autoch-

tones ; au midi, enfin, des anciens Aquitains et des Basques, sans parler d'une foule de colonies, comme les Sarrasins qu'on retrouve çà et là, les Tectosages qui ont laissé à Toulouse l'usage des déformations crâniennes, et les trafiquants qui passèrent par la ville phocéenne de Marseille. »

Cela revient à dire que rien ne se crée de rien. On le savait. A l'origine, la race française est le produit complexe d'un mélange ou d'une association de plusieurs races, la civilisation française est la résultante d'une combinaison d'autres civilisations. Soit. Mais nous savons, par toute notre histoire, que cette combinaison, cette association, ce mélange furent heureux. Par tout ce qu'ils ont donné, nous pressentons tout ce qu'ils donneront encore. Comme l'a dit M. le docteur Laumonnier, cette civilisation est « l'aire de convenance et d'adaptation optima » de cette race. Notre caractère propre, notre âme, tout ce qui nous différencie est notre raison d'être désormais. La petite Lorraine Colette Baudoche qui refuse de s'unir avec le Prussien Asmus, ce n'est pas seulement une Messine qui se souvient de 1870, mais encore une pure Française dont le sang répugne à s'abâtardir.

Allemands et Français, nous sommes composés de trop de morts, et qui s'opposent, pour que nous les puissions confondre.

Que des Allemands, en France, s'unissent à des femmes françaises, nous n'aurons même pas une race nouvelle à assimiler, à enraciner, nous aurons des Allemands et des Français. Mais il en va comme au jeu de hasard : inéluctablement, le plus riche ruinerà le plus pauvre, l'Allemand prolifique absorbera le Français stérile. Et l'Allemagne même y perdra. N'étant plus stimulée par la concurrence des autres

nations, et surtout de la France, elle s'amollira, elle ne maintiendra plus son caractère, elle perdra aussi sa raison d'être. Alors l'Asie déversera sur l'Europe ses masses humaines affamées de pain, de haine et de gloire.

Pierre Laffitte n'a pas tenu compte de ces deux faits bien connus des anthropologistes : la dégénérescence des métis et le retour à l'un des types primitifs.

Chez les métis, non seulement la mortalité est plus grande, la natalité moindre, parfois la stérilité complète (1) ; mais encore l'intelligence, la moralité, la socialité sont inférieures à chacun des types moyens des deux générateurs. La société métisse, c'est Haïti, c'est Libéria. Dans le métis de nègre et de blanc, où prédomine le sang noir, Topinard a trouvé que la capacité cérébrale était moindre que chez le nègre pur.

L'aventurier cosmopolite, le métis social n'est pas un meilleur produit. Les races sociales, — et cela plus elles sont avancées en civilisation, c'est-à-dire caractérisées, — ne sauraient se confondre sans perdre toutes les qualités qui les distinguent et additionner les défauts qui leur sont communs.

L'étranger est essentiellement parasite. Il vient vivre sur un capital que ses ascendants n'ont point contribué à créer, et pour en emporter ce qu'il pourra chez lui. Célibataire le plus souvent, il ne participe que faiblement aux frais sociaux. Il commet plus de crimes. Il est moins retenu par l'opinion publique. Il est porté à bafouer notre idéal dont le sens lui échappe. Il gâte notre goût, il adultère notre langue, il trouble nos mœurs.

(1) D'après Dally, « il n'y a pas un seul cas de population métisse, vivant par elle-même, qui ne soit à la veille de disparaître par voie d'extinction ou de destruction. »

Même s'il s'installe définitivement sur notre sol, s'il tâche à s'adapter, si l'on en fait un électeur, s'il en vient à aimer la terre hospitalière qui a accueilli sa misère, ni lui, ni ses enfants ne sentiront comme nous. Il n'adhérera que d'esprit, non de cœur. Il souhaite d'être Français, il en a compris l'avantage et l'honneur ; mais ses morts protestent. A l'ordinaire, sa raison les fera taire ; mais dans les conjonctures tragiques, où le sentiment l'emporte, où le sort de la patrie se décide, il suivra son instinct — qui, alors, se heurtera au nôtre. « Nous sommes de plus en plus gouvernés par nos morts », a dit Auguste Comte. Ce que nous pouvons être en dehors d'eux est peu de chose, — ce que serait un petit enfant nu, abandonné dans la brousse africaine.

Si, présentement, il y a tant de trouble dans les esprits et dans les cœurs, c'est que d'autres morts se font entendre chez nous, et avec l'impudence qu'autorise notre scepticisme de décadence.

« Il n'y a point de place dans l'histoire, dit Arsène Dumont, pour une nation dépourvue d'une puissante individualité et point d'individualité pour une nation formée de détritiques par les alluvions accumulées de l'immigration étrangère. Un peuple, comme une famille, comme une race animale, va s'accroissant dans son genre et fortifiant ses caractères propres, s'il parvient à se maintenir pur de mélanges pendant un grand nombre de générations ; mais il est évident qu'il ne peut repousser les apports du dehors que si lui-même est assez prolifique pour égaler la densité croissante des populations limitrophes. »

On a attribué notre dépopulation à l'énorme con-

sommation d'hommes jeunes et vigoureux faite par la Révolution, l'Empire, puis par la dernière guerre et la Commune. Ces hécatombes n'ont pu avoir pourtant qu'une minime influence, puisque les femmes y ont échappé. Une épidémie qui les atteint comme les hommes a bien plus d'importance. D'ailleurs, il s'agit de la baisse de la natalité, non de la mortalité, et l'on sait qu'après une guerre la natalité s'élève toujours. « Une nuit de Paris, comme disait Napoléon, répare un jour de champ de bataille. »

Herbert Spencer nous dit : « L'évolution individuelle est en antagonisme avec la dissolution procréatrice. Soit à cause du développement plus considérable des organes qui concourent à la conservation de l'individu, soit en raison de leur plus grande complexité de structure, soit parce que leur activité est accrue, la quantité de matériaux qu'ils exigent et qu'ils absorbent diminue d'autant la réserve des matériaux destinés à perpétuer la race. Et il y a lieu de croire que cet antagonisme entre l'individualisation et la procréation se marque d'une façon toute particulière en ce qui concerne le système nerveux, à cause des dépenses particulières qu'exigent la formation et le jeu de ses organes. »

Cela peut expliquer le léger fléchissement de la natalité que les principales nations européennes accusent, non la dépopulation française.

Dans le fait que, pour 100 naissances de filles, il y en avait 107 de garçons en 1801, 105 en 1882-1886, 104 en 1893-1896 et 103 en 1902-1906, c'est-à-dire que la proportion des garçons diminue, M. Alfred Feuillée croit reconnaître un signe de fatigue physiologique.

On sait que dans les villes naissent plus de filles et dans les campagnes plus de garçons; mais cela doit

être attribué surtout à une meilleure alimentation.

Au surplus, si les jeunes ménages ont surtout des garçons, si les pratiquants du *self restrained* désirent surtout un garçon et, quand ils ont d'abord une fille, se laissent aller plus volontiers à une deuxième ou à une troisième tentative, encore que ce désir soit rarement plus vif que celui d'éviter les soucis, les devoirs et les charges de la parenté, on ne saurait vraiment en conclure que la diminution des naissances masculines témoigne d'un affaiblissement physiologique. Il est beaucoup plus certain que l'hyperpolyandrie, c'est-à-dire une plus grande proportion de filles, marque les races qui s'éteignent. La fatigue physiologique se montre plutôt dans les villes, et elle est bien plus un effet de la dépopulation — j'entends de la maladie morale dont la dépopulation relève — qu'une cause. Elle tient à l'arrivisme, à la vanité, à l'égoïsme exacerbé, à l'abus des jouissances physiques, et c'est pour mieux s'y livrer qu'on ne veut plus d'enfants. C'est le même individualisme dissolvant qui pousse le paysan vers les villes et les ménages à être inféconds. Quand on se déracine, le plus souvent on se désolidarise, on se désocialise.

En somme, les Français ont un premier enfant aussi souvent que les autres. « C'est à partir du second et des suivants qu'on constate les abstentions », nous dit M. Levasseur. Fréquemment, les familles qui perdent un enfant, s'empressent de s'en donner un autre l'année suivante. Il y a aussi les « petits ravisés » dont nous entretient M. Paul Bureau, et qui sont parfois l'importune conséquence d'un accident « d'hygiène ». La pelure d'oignon, dont parlait quelque gente dame du dix-huitième siècle, se crève parfois.

Les Français, transportés dans un milieu favorable, sont suffisamment féconds, comme en Algérie, excessivement, comme au Canada. Il y a là 46 naissances pour 1.000 habitants, au lieu de 20 en France. Onze mille Normands ont produit un million et demi d'habitants, deux millions si l'on compte les émigrés aux États-Unis. En 1763, quand Louis XV céda aux Anglais ces « quelques arpents de neige », ils n'étaient encore que 63.000. La moyenne des enfants est de 7 à 8 dans les ménages de souche anglaise et de 12 dans les ménages de souche française.

Notre dépopulation est donc bien volontaire. On a relevé plus de soixante motifs qui déterminent les Français à n'avoir pas d'enfants. Le mal est certain. Il est mortel. Quel est le remède ? On l'indique d'un mot : l'ordre. Mais il faut préciser.

G. DEHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LE FONCTIONNARISME

Aux 900.000 fonctionnaires et 500.000 assistés, il convient d'ajouter les retraités. Par ce qu'ils coûtent, on peut évaluer à peu près leur nombre croissant.

Le montant des retraites payées aux fonctionnaires dépasse, cette année, *cent millions*. Et la progression s'accroît sans cesse, comme le prouve le tableau que voici, qui donne le chiffre des pensions civiles depuis trente-cinq ans :

En 1875.	38.279.052 francs
En 1880.	46.822.009 —
En 1890.	61.249.228 —
En 1900.	75.630.040 —
En 1901.	79.299.104 —
En 1902.	81.637.007 —
En 1903.	84.124.200 —
En 1904.	85.929.140 —
En 1905.	88.705.569 —
En 1906.	91.764.699 —
En 1907.	94.986.406 —
En 1908.	98.562.402 —
En 1909.	102.960.000 —
En 1910.	105.660.000 —

Ainsi, en trente-cinq ans, le montant des pensions civiles a presque triplé. C'est surtout depuis 1900 que l'augmentation est rapide, puisqu'en dix ans, de 1900 à 1910, l'accroissement est de 30 millions, alors qu'en vingt ans, de 1880 à 1900, il avait été de 20 millions.

LA PRESSE

De Veuillot (*Les Odeurs de Paris*) :

« Le progrès de l'imprimerie, en universalisant l'habitude de lire, n'a pas également répandu la connaissance du vrai, le goût du beau, l'amour du bien; il ne tourne pas à l'honneur de la presse; et moins encore au profit de la liberté. Le sentiment de la liberté, s'il a paru s'étendre, a néanmoins singulièrement perdu de sa force. Toute discipline est plus haïe, toute violence est plus docilement supportée. L'histoire nous montre en toutes ses pages les peuples à la fois plus fidèles et plus fiers qu'en ce temps. Ils aimaient quelque chose qu'on ne leur ôtait qu'avec la vie; ils haïssaient quelque chose

qu'ils repoussaient tant qu'ils avaient la vie. Maintenant, ils n'aiment rien et ils haïssent tout, mais d'une haine mollé et lâche, prompte à céder, constante à trahir, d'où résulte la facilité de les dominer et l'impossibilité de les gouverner. La presse quotidienne a été le principal instrument de cette décomposition ; elle a changé le tempérament moral de l'humanité, elle y a fait régner l'indifférence. L'indifférence pèse aussi sur elle. »

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

La Source du bien, par EDMOND THIAUDIÈRE, 2 fr. 50 (Fischbacher, éd., 33, rue de Seine). — Voici le dixième recueil des *Notes d'un pessimiste*, qui sont certainement un des ouvrages les plus délicats et les plus originaux de ce temps. Ce recueil n'est pas inférieur aux précédents. Le ton se maintient aux mêmes hauteurs. Peut-être même s'élève-t-il encore, car le retour au christianisme s'y accentue. Conquis par le sentiment depuis longtemps, M. Edmond Thiaudière commence à l'être par l'intelligence. La source du bien, c'est Dieu. De là, on est tout près d'admettre que la cause de tout, c'est Dieu. Ce théologisme est supérieur à toute ontologie. Quand l'esprit ne se peut discipliner ou rectifier pour aller jusqu'à l'admirable synthèse positiviste, le théologisme fournit la seule solution raisonnable aux troublantes questions métaphysiques. Auguste Comte reconnaissait que l'hypothèse d'un dessein était plus simple et plus sympathique que celle du hasard chaotique. Dès lors qu'on se détourne de la recherche féconde des lois, c'est-à-dire des relations, pour remonter vainement aux causes premières, il n'y a qu'une réponse possible : Dieu. L'esprit humain n'en trouvera

jamais d'autre. C'est le terme ultime de toute métaphysique, et là-dessus le plus ignare des Bas-Bretons en sait autant que Pascal et plus que Hegel. « Un tel problème, dit A. Comte, ne comporte, par sa nature, aucune autre solution, très supérieure aux ténébreuses fictions de nos athées ou panthéistes. »

Malheureusement, Edmond Thiaudière possède une âme tourmentée d'absolu et qui se complait trop dans son tourment pour qu'il se réfugie aussi tôt dans ce havre sûr du christianisme positif qu'est le catholicisme. Il lui faut souffrir encore. « Le principal attribut de la vie humaine, dit-il, c'est l'inquiétude. »

Dans deux pensées, M. Edmond Thiaudière vise le positivisme. Elles m'ont attristé sans me surprendre. Je sais qu'il entend mal cette grande religion. « L'altruisme positiviste est le fils bâtard, dit-il, le fils au cœur sec de la charité chrétienne. » Fils, certes; mais fils reconnaissant sinon reconnu, et qui a le cœur aussi grand que sa mère, avec plus de lumière pour se guider. « On refuserait à l'Humanité, nous dit encore l'auteur, certes plus souvent digne de mépris que d'estime, beaucoup de sacrifices que l'on fait pour bien mériter de lui, à cet idéal nommé Dieu. » L'Humanité est plus qu'il ne croit. Elle est aussi plus efficace. Dieu nous était nécessaire, comme il est dit dans *l'Imitation*, mais nous lui étions inutiles. M. E. Thiaudière le sent pertinemment quand il écrit: « On comprend beaucoup mieux Jésus homme que Jésus Dieu, et l'on doit l'adorer bien davantage! » Pourquoi, alors, cette pointe contre l'Humanité, qui est adorable en Jésus et qui l'est bien davantage dans son ensemble? Car l'Humanité, ce n'est pas la cohue des êtres humains présents, c'est l'ensemble des êtres humains passés, futurs et présents. « Ce mot *ensemble*, dit Comte, indique assez qu'il n'y faut pas comprendre tous les hommes, mais ceux-là seuls qui sont réellement assimilables, d'après une vraie coopération à l'existence commune. Quoique tous naissent nécessairement enfants de l'Humanité, tous ne deviennent pas ses serviteurs, et beaucoup restent à l'état parasite qui ne fut excusable que pendant leur éducation. Les temps anarchiques font surtout pullu-

ler, et trop souvent fleurir, ces tristes fardeaux du véritable Grand-Être... Quoi qu'il en soit, si ces producteurs de fumier ne font vraiment point partie de l'Humanité, une juste compensation nous prescrit de joindre au nouvel Être suprême tous ses dignes auxiliaires animaux. Toute utile coopération habituelle aux destinées humaines, quand elle s'exerce volontairement, érige l'être correspondant en élément réel de cette existence composée, avec un degré d'importance proportionné à la dignité de l'espèce et à l'efficacité de l'individu. Pour apprécier cet indispensable complément, nous n'avons qu'à supposer qu'il nous manque. On n'hésite point alors à regarder tels chevaux, chiens, bœufs, etc., comme plus estimables que certains hommes. »

Ce n'est pas seulement par cette sympathie universelle que M. Edmond Thiaudière est, de cœur, plus près du positivisme qu'il ne le suppose. Cette pensée, par exemple, prise au hasard dans ce recueil, est du comtisme pur : « Il est assez remarquable qu'on appelle innocent (littéralement : qui ne nuit pas) un homme d'esprit faible. Serait-ce donc que plus on a d'esprit, plus on est porté à nuire ? Eh ! oui, si l'esprit n'est pas corrigé par le cœur. » Et ceci aussi : « La science est souvent plus redoutable que l'ignorance, et c'est quand elle combat, en nous, des instincts vrais par de faux préceptes. » Et ceci encore : « La meilleure doctrine est celle qui a la meilleure répercussion sur les mœurs. » Et enfin : « C'est une aberration de la science de croire que son rôle est de jeter bas la foi ; son rôle est, au contraire, de la hausser, en s'élevant doucement sous elle. »

Cet admirateur de *l'Imitation de Jésus-Christ*, qu'il attribue à Jacopone de Todi, le poète de *Stabat*, sait-il que cette œuvre immortelle fait partie des 150 volumes de la bibliothèque positiviste et que Comte en lisait tous les jours un chapitre ?

Je n'ose espérer, cependant, que mon ami Thiaudière se rallie au positivisme ; mais je souhaite qu'il revienne à l'Église catholique. Il conserverait ce qu'il y a de positif dans son bon sens naturel et il donnerait suffisamment satisfaction au besoin d'absolu qui l'angoisse. Il me sem-

ble que notre belle amitié, qui n'a fait que grandir depuis quatorze ans, se fortifierait par là, en manifestant l'accord complet, dans l'activité, la pensée et l'affection, d'un positiviste et d'un catholique.

S'il y a, parfois, quelques réserves à faire sur le sociologue et le philosophe, il n'y en a pas pour le psychologue, le poète, l'homme, et surtout le moraliste. On voudrait tout citer de ces remarques, de ces conseils, de ces pensées, où une exquise sensibilité s'abandonne. Il faut les lire et les relire. On s'y affine et l'on s'y élève.

Périodes historiques de Bologne, par PIERRE DE BOUCHAUD, ouvrage illustré de 9 gravures, 3 fr. 50 (B. Grasset, éd., 7, rue Corneille). — Pierre de Bouchaud est un Latin. On lui doit de nombreux ouvrages sur la poésie et l'art en Italie. C'est un poète. Il n'aime que la beauté, et pour l'embellir encore. Il a déjà évoqué Bologne comme « ville d'art célèbre » : ceci n'en est donc que l'histoire ; mais une histoire animée et explicative. De plus, elle est joliment éditée, ce qui ne gâte rien.

Les Madones comtadines, par ANDRÉ GÓDARD, 3 fr. 50 (Perrin, éd., 35, quai des Grands-Augustins). — Voici une psychologie et presque une sociologie du Midi. Dans « cette contrée qui doit le meilleur de sa vie sociale ou esthétique à la Bonne Mère, à la *bello Inmaculado*, à la Madone », tout est ardent comme la nature. Mais rien n'est profond ni tenace. Ici, la Grèce a sa marque, et non pas seulement sur les pierres et dans la beauté des filles. Mais la Grèce mourut de sa légèreté et de son indiscipline. « Socialement, dit l'auteur, le Provençal rappelle l'ancien Grec. L'exil d'Aristide fait craindre que la plèbe athénienne n'ait guère surpassé les électeurs du Var ou des Bouches-du-Rhône. Il n'y a pas loin des admirateurs de Périclès et des juges de Socrate à ce patriciat provençal merveilleusement solidarisé pour la protection de ses monuments, puis indifférent ou étroitement envieux, prêt à paralyser toute initiative, dès qu'il s'agit d'une action politique. C'est le contre-pied de l'Ouest et du Nord, où un propriétaire jettera bas un oratoire gothique pour construire une étable, mais où les classes élevées gardent la conscience du devoir social. »

M. André Godard a une méthode, mais il ne s'y tient pas. Et c'est fort heureux. Qu'en on juge. Voici la méthode : « Le déterminisme ethnique régit la *mentalité*. Le libre arbitre régit la *moralité*. La mentalité concerne le groupe plus que l'individu. La moralité concerne l'individu plus que le groupe. La mentalité est influencée par la race, le climat, le milieu. La moralité est influencée par la civilisation et surtout par la religion. La moralité domine la mentalité, mais elle peut être influencée modalement par elle. A son tour, elle réagit sur la mentalité. La *race* est un produit déterministe ; le *peuple* est un produit de la vocation divine ou de la liberté humaine. »

Cette métaphysique confuse reste dans les premières pages de la préface. Et aussitôt l'auteur nous donne quelques exemples de l'influence climatérique : « Le Nord développe le repliement intérieur et le sentiment de la nature ; le Midi développe la passion et le culte des arts. En religion, le Nord reste plus volontiers spiritualiste ; le Midi va plus haut ou plus bas : il est athée ou mystique (ceci s'entend évidemment de la collectivité). Le Midi paraît plus propre à fonder une civilisation ; le Nord à la conserver et à l'étendre. Il y a enfin dans le Nord un plus grand respect de la femme, et dans le Midi un plus grand respect de l'amour. »

Cela résume tout ce qu'est le Midi. Et tout ce qui ne s'explique point par le déterminisme ethnique, mésologique ou sociologique, ce n'est que l'arbitraire des caprices et non point encore le libre arbitre absolu. M. André Godard condamne donc lui-même sa méthode. On le voit mieux encore par la suite.

En Provence, on est blanc ou rouge. Le suffrage universel y exerce particulièrement ses ravages. Tout est politique, jusqu'aux plaisirs, jusqu'à la toilette. « En somme, pour le Midi, a observé M. Godard, la moralité politique consiste à faire triompher son parti par tous les moyens. Au fond, quand ce sont les vivants qui votent, ils continuent de voter pour Henri V ou pour les chefs de la Commune. Il y a le bal blanc et le bal rouge, la *voto* royaliste et la *vogue* républicaine... La *chato* républicaine arbore un ruban cramoyssi ; la blanche, un ruban vert. On naît blanc ou

rouge. A dix ans, le *drôle* est conduit par son père au café du parti ; il y sera chez lui désormais. »

Ailleurs, ces absurdes divisions rendraient la vie sociale insupportable, impossible ; dans le Midi, ce n'est que jeu, encore que ce jeu se fasse parfois brutal.

Ce sont leurs troubadours, dont ce pauvre Élie Fourès qui vient de mourir achevait d'écrire l'histoire, qui, les premiers, ont chanté l'amour. L'amour est leur plus fort sentiment. Ils ne sont que sentiments, d'ailleurs, ils les ont tous, hormis le plus positif peut-être, celui de la Patrie. Toutefois, si « c'est ce Midi qui tout entier trahit la France pour suivre Éléonore de Guyenne », c'est ce même Midi « qui lui demeure seul fidèle, par un retour imprévu, lorsque paraît Jeanne d'Arc ». Mais ce n'est pas au cœur. C'est pourquoi la plupart des politiciens sont du Midi. « Au fond, l'éducation civique de la France n'est commencée que dans le Nord. »

S'il n'était si vaniteux, et par quoi il est femme et artiste encore, ce peuple n'inquiéterait point nos libertés. Car s'il est épris d'égalité, il l'a vraiment établie, avec le concours d'une nature généreuse. « Les indigents sont rares, la terre très divisée, hormis quelques anciens marquisats. Peu de grandes industries... Les industries de Provence sont familiales et charmantes, magnaneries ou confiseries de fruits. Dans les filateuses des lumineux villages, au bord d'une sorgue ombragée d'aunes, de belles filles dévident gaiement les cocons d'argent et d'or. »

M. André Godard est chrétien, et il semble qu'il aime mieux se dire chrétien que catholique. Ce qui l'attriste, ce sont les progrès de l'impiété. « L'arbre de la France chrétienne, pourri au cœur, allonge encore à ses extrémités quelques rameaux verts. La Provence en est un ; mais j'interroge avec angoisse sa sève ralentie. » Mais ici, ce n'est pas l'orgueil de la raison, ce sont les sens qui égarent. L'auteur dit bien : « Le Méridional ni ne se convertit ni ne se pervertit d'ordinaire par le raisonnement. L'Évangile lui suffit pour croire ou bien il pousse jusqu'au sensualisme de Gassendi... L'Espagne, l'Italie, si pauvres en philosophes, se relèvent par leurs mystiques. Mais je crains qu'il n'en ait coûté à la vérité religieuse d'avoir été

si longtemps défendue par des théologiens méridionaux. Ces gens, et les plus saints, durent, pour penser, se cercler la tête avec des formules. Il appartient aux Anglo-Saxons et aux Celtes de refaire une apologétique vivante. La mystique restera plutôt le lot des Latins. Au Nord de préciser le dessin ; au Midi de poser la couleur. » Plus loin, il ajoute : « Certes, nuls cerveaux plus piêtres que ceux des Méridionaux quand ils ont oublié Dieu. Ils ne conservent rien de la valeur rationnelle qui chez les Septentrionaux peut survivre à la foi. Cessent-ils d'être anges, voilà bien les plus déplaisantes brutes... Leur anarchie sociale, leurs misérables *combinazzionne*, leurs violences têtues, leur incompréhension de l'ironie à fond grave, leur sérieux à traiter des babioles, tout rend impossible une sympathie d'intelligence entre eux et les esprits réfléchis du Nord. Mais surnaturalisés, combien d'ordinaire ils les dépassent ! Ils vont aussi loin dans les délicatesses du cœur que dans la perversité ; ils sont de Sade ou Pétrarque ; ils tuent l'hirondelle en lui donnant ce nom charmant : *dindouleto*. »

Après avoir retracé l'histoire de la papauté avignonnaise, celle de la période révolutionnaire dans le Midi, l'auteur arrive au récent triomphe de Mistral aux arènes d'Arles. « Jamais je ne compris mieux, dit-il, la puissance de la race et combien la Provence latine ou grecque, passionnée ou artiste, diffère de la France guerrière des Celtes, qu'en assistant à un triomphe populaire de Mistral aux arènes d'Arles. Trouvez donc en Champagne ou en Normandie vingt mille gentilshommes, bourgeois ou paysans, éperdus d'enthousiasme pour un poète ! En revanche, vous ne rencontrerez point sur la rive gauche du Rhône une foule acclamant un général, car Athènes exila Thémistocle et à Rome l'armée seule élisait l'imperator, jamais le peuple. »

Le pain et les spectacles suffisent au Midi. Il est anarchiste ; mais il déteste la liberté, parce que la liberté est l'effort et la discipline. Le malheur est que, avec notre parlementarisme, lui qui ne se peut gouverner, gouverne la France. « A force d'exéquer la discipline, le Midi risque d'entraîner la France vers une despotique anarchie. »

Il a pourtant du charme, sinon de la grandeur, et on l'aime. C'est qu'au fond il est insaisissable, comme le reconnaît M. André Godard. On ne saurait généraliser. Avec ce peuple, la synthèse historique est périlleuse. « Je n'écris plus une seule phrase, avoue enfin l'auteur, sans réfléchir que le contraire serait aussi vrai. » Si l'on va dans le détail ou le particulier, on a toutes les surprises devant tous les contrastes. « Un officier vous dira que ces anarchistes sont les plus souples des hommes. Tel écrivain parle du Provençal « froid, impossible à pénétrer », et cela est aussi vrai que de le définir tout extérieur et vous jetant au nez sa vie. La Provence se révèle presque aussi artiste que l'Italie ; cependant un professeur de dessin déclarera que ses élèves n'ont d'aptitude que pour la construction mécanique. On renverse les croix, on élit des sectaires, et les églises néanmoins restent pleines. Ce peuple, comme les Romains, n'ose parler de la mort, mais il place des bancs auprès de ses tombes... La seule remarque un peu certaine, c'est qu'en tout sa population tend aux conséquences extrêmes. Mais la mieux définir est impossible ; elle est l'alluvion de trop dissemblables atavismes ; elle désespère les psychologues et aussi les directeurs de conscience. Plus on la pénètre, plus on hésite entre l'exécration et l'enthousiasme. »

Ce qui lui manque, certainement, c'est le caractère. Tout peut être exagéré, mais rien n'est creusé, ni dans le bien, ni dans le mal. La foi elle-même ne saurait régler quand elle n'est qu'un élan du cœur. A toute société, il faut un gouvernement, à celle des âmes comme à celle des cœurs. M. André Godard a négligé ce côté important.

Mais c'est le seul. Il nous a fort bien dépeint l'aspect moral de la Provence. Nul ne pouvait mieux y réussir que cet excellent écrivain. L'éclat des images, l'intensité des sentiments, un certain sensualisme mystique, voire même l'imprécision des idées, évoquent admirablement l'âme féminine et heureuse de la Provence ensoleillée. Une solide érudition n'alourdit point la poésie réelle de la forme et du fond. Cette érudition est assez docile, d'ailleurs, pour s'employer à nous peindre un Robespierre et un Saint-Just très chrétiens, qui eussent instauré

une démocratie chrétienne, si on leur en eût laissé le temps.

L'Esprit de M. de Talleyrand, par LOUIS THOMAS, 7 fr. 50 (*Les Bibliophiles fantaisistes*, Dorbon aîné, 53 ter, quai des Grands-Augustins). — Voici une entreprise à signaler aux amateurs de beaux livres. La collection des *Bibliophiles fantaisistes* se composera d'ouvrages de bibliophiles, tirés à 500 exemplaires numérotés à la presse. « Les souscripteurs, nous dit le prospectus, s'engagent à verser une somme de 5 francs pour chaque volume qui leur est remis par la poste contre remboursement. La souscription annuelle ne s'élève jamais au-dessus de 50 francs. La Société se réserve, s'il est publié plus de dix volumes par an, de les offrir aux membres souscripteurs. » Les exemplaires non souscrits sont mis dans le commerce à un prix qui ne s'abaisse jamais au-dessous de 7 fr. 50. La Société compte publier des œuvres de Maurice Barrès, J.-E. Blanche, Marcel et Jacques Boulenger, René Boylesve, François de Curel, Gérard d'Houville, Pierre Louys, Paul Margueritte, F. de Miomandre, Henri de Régnier, Jérôme et Jean Tharaud, etc.

L'ouvrage de M. Louis Thomas est donc bien présenté. Mais comme il est mince ! Après une demi-heure de lecture, on est à la dernière page, et l'on en redemande encore. Est-ce une biographie, un portrait ? C'est l'un et l'autre, et un peu plus. M. Louis Thomas ne garantit pas l'authenticité des anecdotes rapportées. Rien de plus éloigné du pédantisme que cette souple intelligence : « Chacun sait, dit-il dans sa préface, que la valeur principale des anecdotes consiste, non en ce qu'elles sont vraies, mais en ce qu'elles s'accordent parfaitement avec le caractère des personnes à qui elles sont attribuées. »

On aimerait à tout citer, hormis ce qui ne peut être cité.

— « Le 14 juillet 1790, montant à l'autel pour célébrer la messe à la fête de la Fédération, M. de Talleyrand se pencha vers La Fayette, et lui dit tout bas : « Vous savez, vous... Ne me faites pas rire. »

— « Bonaparte, alors premier Consul, ayant chargé

Roederer de rédiger un projet de Constitution pour la République cisalpine, Roederer présenta deux projets : l'un, fort court, qui se bornait à l'établissement des pouvoirs, l'autre, mêlé de dispositions qui pouvait tout aussi bien être laissées au pouvoir législatif. En remettant ces projets à M. de Talleyrand, Roederer le pria de conseiller au premier Consul de prendre la première : « Il faut, disait-il, qu'une Constitution soit courte et... » Il allait ajouter « claire », M. de Talleyrand l'interrompit : « Oui, courte et obscure ».

Il avait prévu Clemenceau :

— « M. Talleyrand avait coutume de dire que l'esprit, qui sert à tout, ne suffit à rien. »

— « M. de Talleyrand disait : « Je connais quelqu'un qui a plus d'esprit que Napoléon, que Voltaire, que tous les ministres passés, présents et futurs : c'est l'opinion ».

— « Un jour que Louis XVIII parlait de Beugnot pour le ministère de la Marine, M. de Talleyrand lui dit : « Vraiment, je ne sais ce que le long Beugnot pourrait faire à la marine, à moins qu'il n'y fût employé en qualité de mât d'artimon. »

Quel emploi eût-il trouvé aux Pelletan, Thomson, Chéron et autres Lanessan ?

— « Quand on annonça à M. de Talleyrand la mort de Napoléon : « C'est une nouvelle, dit-il ; ce n'est plus un événement. »

— « Quelle est, demandait-on à M. de Talleyrand, votre opinion sur le règne de Louis-Philippe ? — Moi, j'ai une opinion le matin, j'en ai une autre l'après-midi... mais le soir... oh ! le soir, je n'en ai plus du tout. »

M. Louis Thomas a bien fait de nous donner, en tête de son livre, l'effarante caricature qu'en fit Dantan. Son texte l'anime. Nous avons ainsi un Talleyrand vivant. Il n'est pas aimable, quoi qu'en pense M. Louis Thomas. « En qualité de ministre des Affaires Étrangères et d'envoyé diplomatique », il a plus fait, nous assure l'auteur, « pour notre pays, que cinquante généraux et un millier de prédicants ». Ce serait à voir de plus près. Mais en supposant même que la malice de M. de Talleyrand ait eu de si grands résultats, il reste l'exemple de sa vie. Et cela a plus

d'influence sur la santé d'un peuple et sa véritable force que les traités diplomatiques. De Bonald a fort bien dit : « Le peuple se gouverne par les exemples plutôt que par des lois, et par des influences plutôt que par des sanctions. »

La Houille blanche et le Socialisme, par VINCENT CARLIER (*Le Socialisme*, 3, rue de la Roquette). — Voici une petite brochure bien instructive. Et c'est un chapitre à ajouter à l'histoire lamentable du parlementarisme.

Le nombre total de la force produite par les appareils à vapeur (machines à vapeur fixes, locomobiles et locomotives) atteint en France près de 10 millions de chevaux-vapeur. D'après le service d'études des grandes forces hydrauliques du ministère de l'Agriculture, c'est également le chiffre de la puissance hydraulique de nos cours d'eau. Mais les machines doivent s'arrêter, tandis que les forces hydrauliques sont continues. Si les premières peuvent fournir 30 millions de chevaux-vapeur par an, les secondes donneraient le double, soit 60 millions.

Mais cette richesse n'est pas exploitée. En 1899, il n'y avait encore que 46.366 établissements industriels représentant une force totale de 489.000 chevaux-vapeur qui employaient la houille blanche.

Le problème du transport de la force à distance est cependant à peu près résolu d'une manière pratique. On sait, par exemple, que deux usines d'une force de 160.000 chevaux ensemble ont capté les forces des chutes du Niagara et « distribuent la force, la lumière et la chaleur dans un rayon de 250 kilomètres, faisant mouvoir tramways, usines et éclairant les villes. »

Nous sommes en retard sur les Américains, et notre parlementarisme y est pour quelque chose. M. de la Brosse, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées a écrit : « On peut dire que l'aménagement de la chute du Rhône à Génissat équivaldra à la découverte d'une mine de houille produisant 1 million 500.000 tonnes par an, c'est-à-dire la moitié de la production du bassin d'Anzin. Jusqu'à ce jour, cette énorme richesse demeure inexploitée. » M. Vincent Carlier a évalué « les frais d'établissement, bar-

rages, usines, câbles, transformateurs, etc., à 400 francs l'unité pour 10 millions de chevaux-vapeur, soit 4 milliards ». Comme, d'après lui, le rendement annuel serait de 150 francs l'unité, cela donnerait à l'État 1 milliard et demi de revenu. C'est dire qu'il propose de « socialiser » les forces hydrauliques. Député, il annonce qu'il va présenter à la Chambre un projet de loi en ce sens. Mais comme tous les socialistes, il confond « socialiser » avec « étatiser ». Ce n'est pas la même chose.

Jusqu'ici les captations d'intérêt public (53 usines communales et deux usines du service de la Guerre) ne dépassent pas au total 4.825 chevaux-vapeur.

Par contre, les gens d'affaires s'en donnent. L'auteur cite un certain nombre de sociétés financières représentant un capital de plus de 200 millions « placés avec certitude de rendement énorme ». Il y a même des opérations moins licites. Il y a les « barreurs », ceux qui achètent un morceau de terrain sur le passage certain d'une canalisation projetée. « Ces quidams s'enrichissent au détriment des nouvelles industries. On peut citer des exemples fantastiques qui ressemblent à s'y méprendre à des opérations, qu'en d'autres cas, la loi appelle chantage et punit sévèrement. »

On ne le croirait si l'on ne savait ce que vaut le parlementarisme, nous en sommes encore à la loi de 1898, qui donne aux riverains un droit certain et nouveau sur le lit des cours d'eau. Et cela, ajoute excellemment M. Vincent Carlier, « au moment même où une découverte de la science donnait à ces cours d'eau une valeur centuplée ! C'est là un fait inouï ! C'est la démonstration éclatante que le Parlement a légiféré non en faveur de l'intérêt national, mais pour des intérêts privés. »

Dernièrement, M. Ed. Aynard disait : « Voilà trois législatures, c'est-à-dire douze ans qui se sont écoulés, sans qu'on ait pu faire passer la loi, extrêmement urgente, qui doit édicter l'usage des nouvelles forces motrices provenant des chutes d'eau. » C'est bien étrange, pour des gens qui sont toujours prêts à légiférer sur tout, même sur ce qui n'est pas légiférable. Cette « négligence » est vraiment trop favorable à certains intérêts pour qu'elle ne soit pas voulue. « Ce qu'il faut retenir de ce désordre, dit

M. Vincent Carlier, de ce manque de parallélisme entre le progrès des lois et les progrès économiques, c'est que la houille blanche est retardée dans sa mise en valeur, c'est qu'il existe une perte de richesses, c'est que la partie de la force nouvelle captée est appropriée par une infime minorité, alors que la gêne demeure le lot du plus grand nombre. »

Saint Césaire d'Arles, par J. FASSY (G. Beauchesne, éd., 117, rue de Rennes). — Éloquent panégyrique du père spirituel de la Provence, du précurseur du grand saint Bernard, de l'éducateur, de l'organisateur, du réformateur, du conquérant d'âmes que fut Césaire, évêque d'Arles, né en 471, mort en 543.

« Encore un coup, dit M. J. Fassy, proclamons que Césaire a été le prédicateur populaire, le créateur d'un nouveau genre de prédication, le primat le plus vraiment chef de notre Gaule, en même temps que le plus respectueux de Rome. Et parce qu'il a eu le sens des situations et sous sa volonté de fer une condescendance exquise et acquise, il a trouvé la récompense de ses efforts dans l'admiration et l'imitation qu'il a suscitées; dans la vénération que nos savants modernes portent à son œuvre mieux connue; dans un *Credo* que l'Église a mis dans son bréviaire. Déjà, c'est la société qui dépose ses armes et se recueille vers une vie pacifique, et dans ces nouvelles fondations, hôpitaux, couvents, églises, où le roi des Francs inaugure une générosité et une intelligence qui s'épanouiront sous les grands Capétiens, et dans cette égalité des deux sexes devant le péché et devant la vertu, et dans cet amour des pauvres, et dans cette expulsion des laïques du gouvernement des Églises que sanctionnera Grégoire le Grand. Césaire marque l'aurore des temps nouveaux pour l'Église de France. Qu'importe si les brouillards l'envahiront. Ce n'en est pas moins le jour qui commence. Et longtemps quand l'Église voudra se réformer elle reviendra à Césaire. »

Les grands hommes de Dieu sont aussi les grands hommes de l'Humanité.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

L'Afrique Occidentale française

Action politique -:- Action économique -:- Action sociale

par **Georges DEHERME**

(Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 francs (*franco* : 6 fr. 60)
(BLOUD et Cie, éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS)

Après avoir exposé ce qui a été fait dans les trois ordres, politique, économique et social, l'auteur indique ce qui reste à faire, et comment on le fera. Il établit ainsi **une véritable méthode positive de colonisation**, non seulement française, mais humaine dont feront bien de s'inspirer les coloniaux, fonctionnaires, explorateurs, militaires et commerçants, dans toutes les colonies où ils sont appelés à servir et à agir.

Qu'il étudie l'organisation administrative, financière, judiciaire, l'enseignement, etc.; l'exploitation commerciale et industrielle des richesses naturelles, arachides, caoutchouc, palmistes, coton, ou bien l'organisation sociale indigène, fétichisme, famille, esclavage, etc.; l'auteur s'en réfère toujours à une riche documentation, en majeure partie inédite, pour émettre **des vues ingénieuses qui retiendront l'attention des spécialistes et des techniciens**.

La partie sociale est relativement la plus étendue. L'âme nègre est peu connue. Le statut nègre, basé sur le patriarcat esclavagiste, n'a été examiné jusqu'ici, le plus souvent, qu'avec des préjugés, un souci exagéré de pittoresque littéraire, et pour tout dire, une insuffisante préparation sociologique. Les observations de l'auteur sur le fétichisme et l'esclavage éclairent les données restées jusqu'alors obscures d'un problème qu'on était obligé, en conséquence, de considérer comme insoluble : la suppression de l'esclavage. Cette partie intéressera donc, non seulement les coloniaux, mais encore les hommes politiques et les personnes si nombreuses aujourd'hui, que passionnent les faits et les théories sociologiques. Ce n'est rien moins qu'un **traité de sociologie comparée**.

On voit combien le plan que s'est tracé M. G. Deherme est vaste. Pour le réaliser, il fallait un écrivain qui fût à la fois un penseur et un homme d'action. La personnalité curieuse de M. Deherme est trop connue pour qu'il soit nécessaire de montrer qu'il est l'un et l'autre, et à un degré éminent.

Ce sociologue, formé par la puissante discipline d'Auguste Comte, après avoir créé la seule institution organique d'éducation sociale que nous devions à l'initiative privée, les Universités populaires, a parcouru le monde, chargé de diverses missions d'études économiques et scientifiques par les ministres des Colonies, du Commerce et le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Le livre que nous publions aujourd'hui est le résultat de son plus long séjour en Afrique occidentale, où il pérégrina à travers le Sénégal, le haut Sénégal, le Soudan nigérien et la Guinée.

Les fonctionnaires, les militaires, les commerçants des colonies et de la métropole, les hommes politiques, et aussi le grand public, auront plaisir et profit à lire cette œuvre considérable, écrite par un écrivain vigoureux, pleine de faits éprouvés, d'aperçus lumineux, de critiques perspicaces et d'idées fécondes.

LA DÉMOCRATIE VIVANTE

par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50

(BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, PARIS)

L'action personnelle du fondateur des Universités populaires est connue : ce n'est rien moins qu'une tentative héroïque d'organiser la démocratie. Si on ne l'a pas toujours comprise, si on ne l'a pas secondée comme il eût fallu, c'est qu'on méconnaissait la méthode qui la guidait et l'esprit qui l'animaient. Dans **La Démocratie vivante**, d'une facture si puissante et si originale, par l'écriture, la composition, la documentation et la pensée, c'est cette méthode même que Georges Deherme nous enseigne, et c'est cet esprit qu'il se propose de répandre.

Dans un article qui est la préface naturelle de ce livre passionné et passionnant, M. G. Clemenceau disait de M. Georges Deherme : « Au point où il en est de son œuvre, il convient de le citer comme modèle. Il a cru, il a voulu, il a fait. Et parce qu'il croyait, d'autres croyances sont accourues, et parce qu'il voulait, d'autres volontés sont venues, et parce qu'il agissait, d'autres activités, suggérées par l'exemple, se sont manifestées... On nous montre la voie, lecteurs, suivons le guide. »

Il ne faudrait pas croire, cependant, que M. G. Deherme ignore les difficultés de l'heure présente. Il ne cèle ni les fautes, ni les tares, ni les dangers de la démocratie naissante. Après avoir exposé les raisons qu'on peut avoir d'en désespérer : parlementarisme corrompu, suffrage universel anarchique, esprit de parti tyrannique et dissolvant, et aussi les raisons qu'on a de s'y tenir pourtant. M. G. Deherme, dans une deuxième partie, nous décrit les principales maladies sociales de la démocratie et nous indique les remèdes qu'on peut apporter au socialisme démagogique, au pessimisme, à l'alcoolisme, au féminisme, à la laideur, à l'antipatriotisme, etc.

La troisième partie, de beaucoup la plus importante, traite de l'organisation de la démocratie : l'économie sociale, l'action positive, l'action de classe et les syndicats, l'action organique et la coopération, l'action morale et les universités populaires.

La pensée qu'exprime ce livre ardent est de la vie vivifiante. A l'heure trouble que nous traversons, où tant d'esprits s'interrogent sur ce qu'ils peuvent croire, où tant de volontés hésitent sur ce qu'elles doivent faire, l'appel vibrant qu'adresse M. Georges Deherme à toutes les énergies dissociées de la nation, à tous les démocrates qui s'ignorent, ne peut manquer d'être entendu.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

- PIERRE DE BOUCHAUD**
Périodes historiques de Bologne (Ouvrage illustré de
9 gravures) **3.50**
-
- EMILE BAUMANN**
L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**
-
- LÉON LAFAGE**
La Chèvre de Pescadoire, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**
-
- JEAN GIRAUDOUX**
Provinciales, Vol. in-18. **3.50**
-
- GILBERT DE VOISINS**
Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. **3.50**
-
- MAURICE MAGRE**
Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**
-
- DIDIER DE ROULX**
Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**
-
- J. GRASSET**
PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. **3.50**
-
- GEORGES DEHERME**
La Démocratie vivante, Vol. grand in-8° **4.50**
-
- HENRI MAZEL**
Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**

Auguste Comte et son œuvre

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

I. Sa vie. Ses écrits. — II. Ses disciples. — III. Quelques appréciations. — IV. L'homme. — V. Pour les femmes et les prolétaires. — VI. Sur les lettrés et les bourgeois. — VII. La philosophie positive. — VIII. La sociologie positive. — IX. La politique positive. — X. Le pouvoir spirituel. — XI. La religion positive. — XII. Les utopies positives. — XIII. La morale. — XIV. Conclusion.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco : 6 fr. 60*)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco : 5 fr.*)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Corneille, PARIS
